BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES

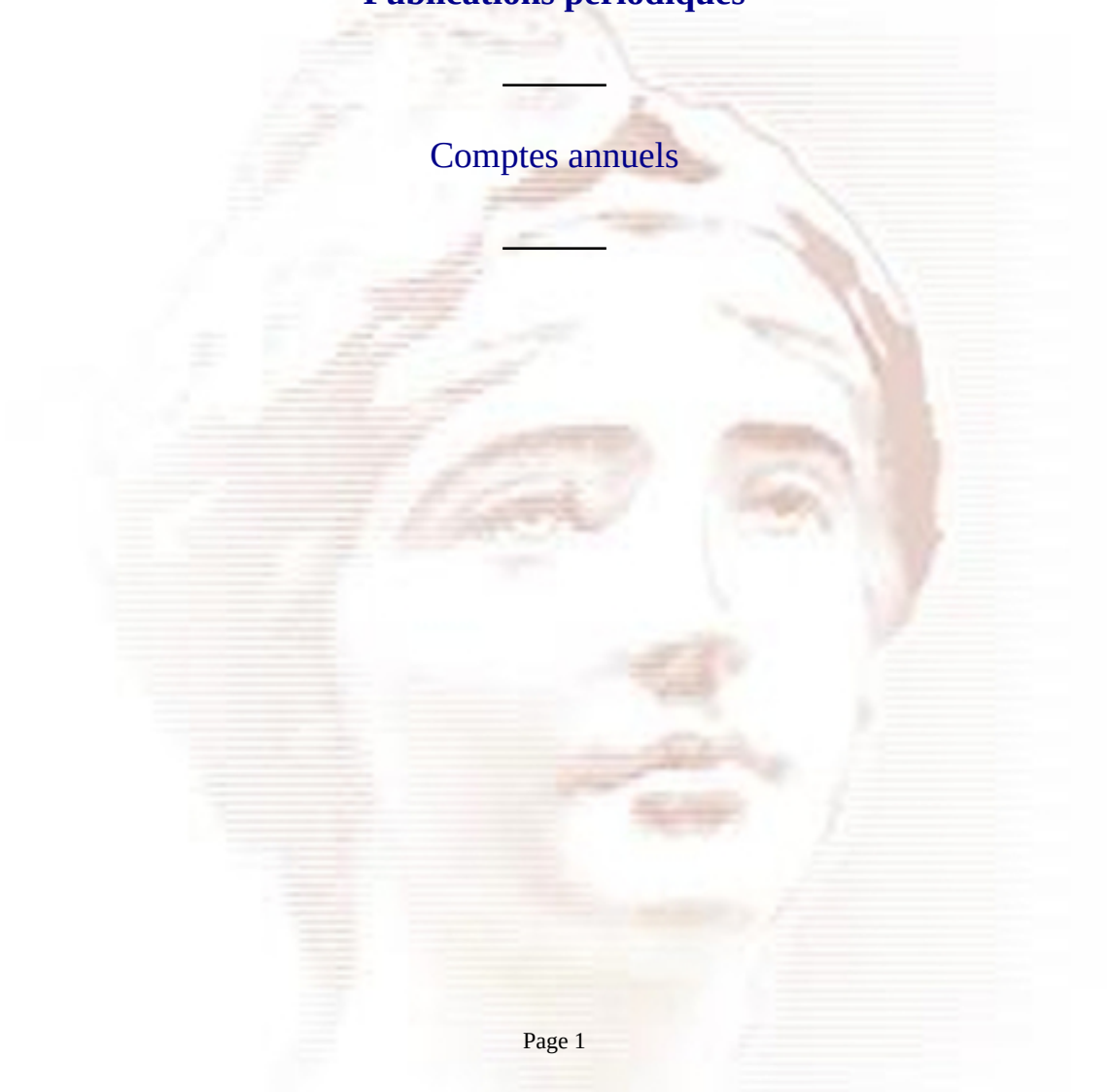
PREMIÈRE MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels



COFIPLAN

Société Anonyme au capital de 9.466.315 euros
Siège social : **1, boulevard Haussmann - 75009 PARIS**
412 768 160 R.C.S. PARIS

Exercice social du 01/01/2022 au 31/12/2022

Comptes annuels approuvés par l'A.G.O. du 12 mai 2023

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société COFIPLAN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et règlementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

• il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
• il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
• il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
• il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
• il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 26 avril 2023
Les commissaires aux comptes

Mazars
Alexandra Kritchmar
Associée

Deloitte & Associés
Jean-Vincent COUSTEL
Associé

BILANS COMPARES 2022-2021

En milliers d'euros

ACTIF	2022	2021
CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP	0	0
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	0	0
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	0	172 561
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	633 585	610 825
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	0	0
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	0	0
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	0	0
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	0	0
CREDIT-BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	0	0
LOCATION SIMPLE	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	0
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE	0	0
ACTIONS PROPRES	0	0
AUTRES ACTIFS	786	471
COMPTES DE REGULARISATION	0	2
TOTAL DE L'ACTIF	**634 372**	**783 859**

PASSIF	2022	2021
BANQUES CENTRALES, CCP	0	0
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	386 746	680 000
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	32 199	42 649
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	0	0
AUTRES PASSIFS	84	30
COMPTES DE REGULARISATION	1 671	1 959
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	68	50
DETTES SUBORDONNEES	8 202	8 200
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	205 402	50 971
CAPITAL SOUSCRIT	47 500	9 466
PRIMES D'EMISSION	154 057	32 090
RESERVES	871	649
ECART DE REEVALUATION	0	0
PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
REPORT A NOUVEAU	6	4 335
RESULTAT DE L'EXERCICE	2 969	4 430
ACOMPTE SUR DIVIDENDES	0	0
TOTAL DU PASSIF	**634 372**	**783 859**

COMPTES DE RESULTAT COMPARES 2022-2021

En milliers d'euros

COMPTES DE RESULTAT	2022	2021
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	8 042	8 108
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	-2 405	-760
PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES	0	0
CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILES	0	0
PRODUITS SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES	0	0
CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES	0	0
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	0	0
COMMISSIONS (PRODUITS)	3 301	4 136
COMMISSIONS (CHARGES)	-18	-21
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	0	0
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	0	0
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	91	2
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-2 231	-2 366
PRODUIT NET BANCAIRE	**6 780**	**9 099**
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-2 658	-3 098
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	0	0
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**4 121**	**6 000**
COUT DU RISQUE SUR OPERATIONS DE CREDIT	-152	64
RESULTAT D'EXPLOITATION	**3 969**	**6 065**
GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	0	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	**3 969**	**6 065**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	0
IMPOT SUR LES BENEFICES	-1 001	-1 635
DOTATIONS ET REPRISES DE FRBG et PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
RESULTAT NET	**2 969**	**4 430**

HORS BILAN COMPARES 2022-2021

En milliers d'euros

HORS BILAN	2022	2021
ENGAGEMENTS DONNES	**694 184**	**706 903**
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	694 184	706 903
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	0	0
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
ENGAGEMENTS RECUS	**541 727**	**519 766**
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	65 000	95 000
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	476 727	424 766
ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

ANNEXE AUX COMPTES

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

L'assemblée générale extraordinaire du 30 juin 2022 a adopté à l'unanimité l'augmentation de capital de la société COFIPLAN. Le capital social est donc désormais fixé à la somme de 47 499 998 € entièrement libéré. Il est divisé en 3 064 516 actions de 15,50 € chacune, toutes de même catégorie.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes de COFIPLAN ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux banques, telles qu'elles sont prévues en particulier par le Règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire relatif à l'établissement et à la publication des comptes annuels des établissements de crédit, modifié par les règlements CRC 2000-03, CRC 2004-16 et CRC 2005-04 et le règlement ANC n° 2014-07 du comité de la Réglementation Comptable.

Conformément aux dispositions du Règlement n° 2002/03 et des précisions apportées par l'avis n° 2003 G du Comité d'urgence, les encours sous risque sont désormais ventilés en encours douteux et encours douteux compromis, cette dernière catégorie reprenant principalement les créances déchues du terme ou résiliées.

Par ailleurs, aucune créance n'est restructurée à des conditions hors marché.

COFIPLAN fait application, depuis le 1er janvier 2005, de l'article 13 du règlement n° 2002-03 du CRC relatif aux modalités de calcul des dépréciations pour créances douteuses et créances douteuses compromises, fondées sur une évaluation actualisée des flux recouvrables. Conformément au règlement, l'incidence de l'actualisation a été comptabilisée lorsque son résultat est apparu significatif au regard des montants prudemment estimés.

L'effet de désactualisation est comptabilisé en Produit Net Bancaire. L'effet d'actualisation est comptabilisé en coût du risque.

L'application à compter du 1er janvier 2010 du Règlement n° 2009-03 du 3 décembre 2009 relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours n'est pas effectuée car les commissions comptabilisées sur COFIPLAN sont hors du champ d'application du règlement.

A) CONVERSION DES OPERATIONS LIBELLEES EN DEVISES

Ces opérations suivent les règles édictées par le règlement n° 89.01 du Comité de la Réglementation Bancaire. Les éléments d'actif, de passif et de hors-bilan sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'arrêté des comptes.

Les produits et charges courus en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours du dernier jour du mois de leur enregistrement.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participation et de filiales en devises, financés en euros, sont inscrits en compte de titres.

Les autres gains ou pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont constatés en fin de période au compte de résultat et constituent le résultat de change.

COFIPLAN n'a pas d'opérations libellées en devises.

B) CREANCES ET DETTES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Ce poste correspond notamment aux disponibilités en trésorerie et aux prêts accordés à des établissements de crédit. Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées en créances à vue et créances à terme.

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

C) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Les montants figurant sous cette rubrique incluent essentiellement les crédits en cours y compris les encours douteux nets de provisions distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit. Les encours douteux se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits pour lesquels la durée d'un impayé dépasse 3 mois avec application du principe de contagion. Des délais de déclassement plus court s peuvent être retenus, notamment pour les créances rendues exigibles ou provisionnées.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises, les créances sur des contreparties dont les conditions de solvabilité sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en douteux, aucun reclassement en sain n'est prévisible, les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée ainsi que les créances classées en douteux depuis plus d'un an, sur lesquelles un défaut de paiement a été constaté, et qui ne sont pas assorties de garanties de recouvrement quasi intégral de la créance.

Le montant des dépréciations nécessaires à la couverture des créances douteuses est déterminé à la suite d'un examen de chaque opération, à la date d'arrêté pour l'ensemble des contrats.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ». Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « Produits d'intérêts ».

Les créances sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

D) TITRES

La comptabilisation des titres est décrite dans les dispositions du règlement CRC 2005-01. Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

Titres de transaction

Les titres, qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus du fait d'une activité de mainteneur de marché, sont évalués individuellement à leur prix de marché.
Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille. Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable, et continuent de suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

COFIPLAN ne détient pas de titres de transaction.

Titres de placement

Il s'agit de titres qui, ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes. Les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation (cours de bourse si les titres sont cotés). Ils constituent des « actions et autres titres à revenu variable ».

COFIPLAN ne détient pas de titres de placement.

Titres d'investissement

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres d'investissement correspondent à des billets à moyen terme négociables destinés à être conservés durablement et pour lesquels il existe un financement par des ressources adossées à caractère permanent et durablement affectées. Ces titres sont enregistrés à la date de souscription pour leur valeur nominale. Ils sont inscrits au poste « obligations et autres titres à revenu fixe ».

COFIPLAN ne détient pas de titres d'investissement.

Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif, d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. La valeur d'utilité des titres cotés est principalement déterminée par référence au cours de bourse sur une période suffisamment longue.

COFIPLAN ne détient pas de titres de l'activité portefeuille.

Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les « Autres titres détenus à long terme » sont des investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de les détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique " Revenus des titres à revenu variable ".

Les « Autres titres détenus à long terme » correspondent à des certificats d'association au fonds de garantie des dépôts.

Les « titres de participation » et « parts dans les entreprises liées » sont constitués des participations pour lesquelles COFIPLAN dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle est supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d' utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique " Gains ou pertes sur actifs immobilisés " du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique " Revenus des titres à revenu variable ".

COFIPLAN ne détient pas de tels titres.

E) PROVISIONS

Les provisions de passif, autres que celles relatives aux engagements sociaux, concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes, risques fiscaux et restructuration. Conformément au règlement CRC 2000-06, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de COFIPLAN à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

F) PRODUIT NET BANCAIRE

Intérêts, produits et charges assimilées

Les intérêts, agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d' un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis prorata temporis et sont repris dans ces postes.

Commissions (charges et produits)

Ce poste reprend essentiellement les commissions d'affacturage (enregistrées dès qu'elles sont acquises), les prestations de services financiers auprès des tiers ainsi que les commissions versées sur les engagements de garantie reçus.

G) HORS BILAN

Ce poste reprend les engagements reçus de GREAT LAKES INSURANCE, qui couvre le risque des opérations de crédit.

2. NOTES SUR LE BILAN

A) OPERATIONS EN DEVISES

Aucune opération en devise n'est enregistrée dans les comptes au 31 décembre 2022.
Les actifs et passifs libellés en devises 'out' figurant au bilan au 31 décembre 2022 sont présentés ci-après :

En milliers d'euros

Actifs	TOTAL 2022	Passif	TOTAL 2022
Créances sur les établissements de crédit	0	Dettes envers les établissements de crédit	0
Créances sur la clientèle	0	Dettes envers la clientèle	0
Affacturage	0	Autres passifs	0
Opérations de location simple	0	Comptes de régularisation	0

B) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En milliers d'euros

	TOTAL 2022	TOTAL 2021
Créances à vue	0	172 441
Créances rattachées	0	0
Total à vue	**0**	**172 441**
Prêt au jour le jour	0	0
Autres créances à terme	0	0
Créances rattachées	0	119
Total à terme	**0**	**119**
Total Créances sur les Etablissements de Crédit	**0**	**172 561**

C) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (actif)

En milliers d'euros

	France				TOTAL 2022	TOTAL 2021
	Créances commerciales	Autres concours à la clientèle	Comptes ordinaires débiteurs	Affacturage		
Encours sains	0	186 441	0	446 279	632 719	610 543
Encours douteux (1)	0	152	0	3	155	2
Provisions au 31/12/2021 (1)	0	0	0	0	0	-64
Dotations de l'exercice	0	-152	0	0	-152	0
Reprises de l'exercice	0	0	0	0	0	64
Autres variations	0	0	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2022 (1)	0	-152	0	0	-152	0
Encours nets	**0**	**186 441**	**0**	**446 281**	**632 722**	**610 545**
Valeurs non imputées	0	0	0	0	0	0
créances rattachées	0	560	0	303	863	280
Encours totaux	**0**	**187 001**	**0**	**446 584**	**633 585**	**610 825**

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	brut	provision	net
Douteux compromis France	0	0	0
Total douteux compromis	**0**	**0**	**0**
Douteux non compromis France	155	-152	3
Total douteux non compromis	**155**	**-152**	**3**
TOTAL	**155**	**-152**	**3**

Echéancier des encours sains au 31 décembre 2022 :

En milliers d'euros

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Créances sur la clientèle	**632 719**	296 438	336 123	159	0

D) AUTRES ACTIFS

En milliers d'euros

	TOTAL 2022	TOTAL 2021
Autres débiteurs divers	169	181
Dépôts et cautionnements	0	0
Débiteur Succursales BPLG	0	0
Impôt société	549	254
Impôt différé actif	18	0
Acompte fournisseurs	0	0
Etat autres Impôts et taxes	50	36
Stock de Matériel	0	0
Provision pour dépréciation des stocks	0	0
Comptes débiteurs divers douteux	0	0
Provisions au 31/12/2021	0	0
Dotations de l'exercice	0	0
Reprises de l'exercice	0	0
Provisions au 31/12/2022	0	0
TOTAL	**786**	**471**

E) COMPTES DE REGULARISATION (ACTIF)

En milliers d'euros

	TOTAL 2022	TOTAL 2021
Produits à recevoir	0	0
Appel en risques à recevoir BNPP	0	0
Charges à répartir	0	0
Valeurs à l'encaissement	0	0
Charges constatées d'avance	0	0
Autres	0	2
TOTAL	**0**	**2**

F) DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En milliers d'euros

	TOTAL 2022	TOTAL 2021
Comptes et emprunts à vue	5 770	0
Dettes rattachées	0	0
Total à vue	**5 770**	**0**
Emprunt au jour le jour	0	0
Comptes et emprunts à échéance	380 000	680 000
Dettes rattachées	976	0
Total à terme	**380 976**	**680 000**
Total Dettes envers les Etablissements de crédit	**386 746**	**680 000**

Echéancier des comptes et emprunts à échéance au 31 décembre 2022 :

En milliers d'euros

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Comptes et emprunts (hors dettes rattachées)	**380 000**	210 000	170 000	0	0

G) OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (passif)

En milliers d'euros

	TOTAL 2022	TOTAL 2021
Comptes à vue	31 305	41 755
Dettes rattachées	0	0
Total à vue	**31 305**	**41 755**
Comptes à terme	0	0
Dépôts de garantie	894	894
Dettes rattachées	0	0
Total à terme	**894**	**894**
Total des opérations avec la clientèle	**32 199**	**42 649**

Echéancier des opérations avec la clientèle à terme au 31 décembre 2022 :

En milliers d'euros

	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5 ans
Comptes créditeurs à terme	**894**	894	0	0	0

H) AUTRES PASSIFS

En milliers d'euros

	TOTAL 2022	TOTAL 2021
Etat autres impôts et organismes sociaux	84	30
Fournisseurs (crédit-bail et assimilés)	0	0
Clients	0	0
Fournisseurs divers	0	0
Impôt société	0	0
Impôt différé passif	0	0
Participation	0	0
Crédits succursales BPLG	0	0
Dépôts de garantie	0	0
Retenues de garantie sur affacturage	0	0
Frais de personnel	0	0
Autres	0	0
TOTAL	**84**	**30**

I) COMPTES DE REGULARISATION (PASSIF)

En milliers d'euros

	TOTAL 2022	TOTAL 2021
Produits perçus d'avance	0	0
Charges à payer	1 671	1 959
Autres	0	0
Comptes d'encaissement	0	0
Règlement en cours affacturage	0	0
TOTAL	**1 671**	**1 959**

J) DETTES SUBORDONNEES

En milliers d'euros

	TOTAL 2022	TOTAL 2021
Emprunt subordonné	8 200	8 200
Intérêts courus sur emprunt subordonné	2	0
TOTAL	**8 202**	**8 200**

K) CAPITAUX PROPRES

1) Capital

Au 31 décembre 2022, le capital social de COFIPLAN s'élève à 47 500 000 euros entièrement libéré composé de 3 064 516 actions d'un montant nominal de 15,50 euros.

2) Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros

	Ouverture	Affectation résultat n-1	Distribution nette d'acompte	Résultat	Autres mouvements	Clôture
Capital	9 466	0	0	0	38 034	47 500
Primes d'émission	32 090	0	0	0	121 966	154 057
Autres réserves	649	221	0	0	0	871
Provisions réglementées	0	0	0	0	0	0
Report à nouveau	4 335	4 208	-8 538	0	0	6
Résultat net de l'exercice précédent	0	0	0	0	0	0
Résultat net de l'exercice	4 430	-4 430	0	2 969	0	2 969
Total capitaux propres	**50 971**	**0**	**-8 538**	**2 969**	**160 000**	**205 402**

3. NOTES SUR LE HORS BILAN

A) ENGAGEMENTS DE HORS BILAN

En milliers d'euros

	TOTAL 2022	TOTAL 2021
Engagements donnés	**694 184**	**706 903**
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	0	0
Engagements de financement en faveur de la clientèle	694 184	706 903
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit	0	0
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	0
Engagements reçus	**541 727**	**519 766**
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	65 000	95 000
Engagements de financement reçus de la clientèle	0	0
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	30 062	32 335
Engagements de garantie reçus de la clientèle	446 665	392 431

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

A) PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

En milliers d'euros

	TOTAL 2022	TOTAL 2022	TOTAL 2021	TOTAL 2021
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec Etablissements de crédit (1)	362	2 405	1 049	760
Opérations avec la clientèle	7 681	0	7 059	0
TOTAL	**8 042**	**2 405**	**8 108**	**760**

(1) Le montant correspond à des intérêts débiteurs au taux de référence EURIBOR négatif.

B) COMMISSIONS

En milliers d'euros

	TOTAL 2022		TOTAL 2021	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec Etablissements de crédit	0	0	0	0
Opérations avec la clientèle	0	0	0	0
Opérations Affacturage	3 301	0	4 136	0
Prestations de services financiers	0	18	0	21
TOTAL	**3 301**	**18**	**4 136**	**21**

C) AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

En milliers d'euros

	TOTAL 2022		TOTAL 2021	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance	0	0	0	0
Autres produits ou charges d'assurance	0	2 055	0	2 272
Quote-part des subventions virée au compte de résultat	0	0	0	0
Quote-part des opérations faites en commun	0	0	0	0
Autres produits ou charges d'assurance	0	0	2	0
Dotations/Reprises provisions	91	110	0	50
Autres charges	0	67	0	44
TOTAL	**91**	**2 231**	**2**	**2 366**

D) CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

A la clôture de l'exercice, les autres frais administratifs s'élèvent à 2 658 milliers d'euros.
Les honoraires des commissaires aux comptes s'élèvent à 37,1 K€ (17,55 k€ pour Mazars et 19,55 k€ pour Deloitte).

E) COUT DU RISQUE

En milliers d'euros

	TOTAL 2022	TOTAL 2021
Dotations aux provisions	-152	0
Créances passées en perte sur l'exercice	0	0
Reprises de provision	0	64
Récupérations sur créances amorties	0	0
Dotations / Reprises pour risques	0	0
TOTAL	**-152**	**64**

F) IMPOT SUR LES SOCIETES

	TOTAL 2022	TOTAL 2021
Impôt société	-1 018	-1 635
Impôt différé	18	
TOTAL	**-1 001**	**-1 635**

5. AUTRES INFORMATIONS

A) INFORMATIONS RELATIVES AUX ENTREPRISES LIEES

Sont considérées comme entreprises liées toutes les entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses, ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans les comptes consolidés de BNP PARIBAS.

En milliers d'euros

	TOTAL 2022	TOTAL 2021
ACTIF		
Créances envers les établissements de crédit	0	172 561
Autres Actifs	549	523
Comptes de régularisation actifs	0	0
PASSIF		
Dettes envers les établissements de crédit	386 746	680 000
Autres passifs		
Comptes de régularisation passifs	918	784
Dettes subordonnées	8 202	8 200
HORS BILAN		
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	65 000	95 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	0	0
Engagements de garantie reçus de la clientèle	0	0

B) PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

En euros

Résultat de l'exercice	2 968 636,60
Report à nouveau	5 668,16
Total à répartir	**2 974 304,76**

En euros

Réserve légale	148 431,83
Dividende	0,00
Acompte sur dividendes	0,00
Report à nouveau	2 825 872,93
Total réparti	**2 974 304,76**

C) EVENEMENTS POST CLOTURE

Aucun autre élément significatif, postérieur à la date du 31 décembre n'est intervenu.

AFFECTATION DU RESULTAT

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, constatant l'existence d'un bénéfice de 2 968 636,60 euros et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires approuve le projet d'affectation du résultat de l'exercice 2022 présenté par le Conseil d'administration et décide de l'affecter de la manière suivante :

BENEFICE A REPARTIR	
Bénéfice net	2 968 636,60 Euros
Report à nouveau créditeur disponible	5 668,16 Euros
TOTAL à affecter	**2 974 304,76 Euros**

EMPLOIS	
Dividendes	0 Euros
Réserve légale	148 431,83 Euros
Report à nouveau	2 825 872,93 Euros
Total affecté	**2 974 304,76 Euros**

En conséquence, l'Assemblée Générale précise qu'aucune distribution de dividendes n'est prévue sur l'exercice 2022. Par conséquent le report à nouveau s'établit à 2 825 872,93 Euros.

En outre, l'Assemblée Générale prend acte qu'au titre des trois exercices précédents :

- Un dividende de 13,98 euros par action a été distribué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
- aucun dividende n'a été distribué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
- aucun dividende n'a été distribué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à l'adresse du siège administratif de BNP Paribas Personal Finance situé 143 rue Anatole France 92300 LEVALLOIS-PERRET.